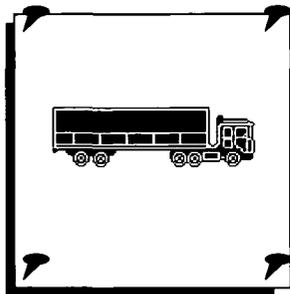


## UNE TYPOLOGIE DES ENTREPRISES DE TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

André RÉMY



La partition des entreprises de transport routier retenue par la Nomenclature d'Activité Française (transport de proximité, transport interurbain, location de véhicule industriel et déménagement) repose essentiellement sur la nature des prestations. Afin de compléter cette appréhension intuitive du secteur, l'OEST, avec le concours du CISIA<sup>1</sup>, a procédé, en utilisant les techniques de l'analyse factorielle (cf encadré méthodologique), à un regroupement des entreprises selon leurs profils économiques.

Cette approche fait apparaître :

- Une forte corrélation entre les rémunérations et la productivité du travail.
- La pertinence, à côté des critères d'activité, des critères de classification fondés sur la performance et, dans une moindre mesure, sur la taille.

**Forte corrélation  
entre frais  
de personnel  
et productivité  
du travail**

L'analyse montre un taux de corrélation de 0,89 entre les frais de personnel par personne employée et le ratio VAHT/effectif. Ce taux extrêmement fort est révélateur du souci des entreprises d'ajuster l'évolution des rémunérations sur celle de la productivité apparente du travail.

**Six catégories  
aux contours  
contrastés**

Les six catégories aux contours contrastés ressortent de l'analyse :

- Deux classes correspondant à des critères de performances : les entreprises en difficulté et les entreprises performantes. Les effectifs de ces classes sont d'importance comparable (respectivement 15% et 14% de la population).
- Trois classes pour lesquelles le facteur discriminant le plus important est l'activité, la performance économique étant moyenne ou médiocre. Ces entreprises représentent 62,7% de la population analysée.
- Une classe qui regroupe les entreprises n'ayant effectué aucun investissement. Cette classe, majoritaire dans la population des entreprises de moins de 5 salariés, a un profil assez proche de celle des entrepreneurs individuels (plus de 20 300 entreprises recensées) qui ont fait l'objet d'une étude spécifique.

### ENTREPRISES PERFORMANTES / ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

La performance économique et l'endettement sont les caractéristiques qui distinguent le mieux ces entreprises.

- 74% des entreprises performantes ont un taux de marge (EBE/VAHT) supérieur à 40%. Pour 46% d'entre elles, les frais financiers représentent moins de 20% de l'EBE.

## ENTREPRISES

- Le taux de marge de 57% des entreprises en difficulté est inférieur à 20%. Pour 73% d'entre elles, le poids des intérêts représentent plus de 55% de l'EBE.

Les comportements d'investissement ne montrent pas la même symétrie que la performance économique :

- Bénéficiant d'une bonne liquidité, les entreprises performantes ont eu en 1992 un comportement d'investissement agressif (l'investissement dépasse 20% de la valeur ajoutée pour plus de 44% des entreprises).
- La classe des entreprises en difficulté ne se distingue de l'ensemble de la population que pour certains niveaux de l'effort d'investissement. Les entreprises investissant entre 1 et 3,4% de la valeur ajoutée représentent 29% de la classe contre 17% pour l'ensemble de la population. A l'inverse les entreprises dont l'effort d'investissement est compris entre 10 et 20% représente 16% de la classe contre 19% pour l'ensemble de la population. La ventilation des autres entreprises de la classe selon leur effort d'investissement donne une distribution proche de celle de la moyenne de la population.

Dans de nombreux cas, les difficultés des entreprises semblent donc être considérées comme passagères par les chefs d'entreprises ou être survenues de façon inopinée.

La répartition des entreprises suivant l'activité, la taille et la localisation diffèrent légèrement suivant qu'elles sont performantes ou en difficulté.

Comme l'indique le tableau ci-après, les entreprises performantes sont un peu plus nombreuses dans le transport de zone longue et la location de véhicules industriels (respectivement 56% et 13% contre 47% et 7% pour l'ensemble de la population). Cet écart est le reflet d'une base capitalistique plus importante dans ces deux activités que dans la zone courte et le déménagement.

La location de véhicules industriels recouvre à la fois les activités d'artisans exploitant une flotte restreinte sous contrat et celles d'entreprises importantes gérant des flottes de véhicules pour compte de tiers. Cette dualité explique peut-être que les entreprises de location, bien représentées parmi les firmes performantes, sont également particulièrement nombreuses dans le groupe des entreprises en difficulté (11% contre 6% dans l'ensemble de la population).

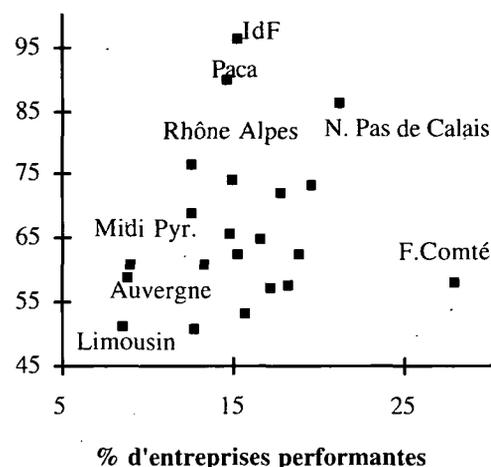
Si la taille des entreprises performantes ne semble pas appeler de commentaires particuliers, il est intéressant de constater que la proportion des entreprises employant plus de 50 salariés est plus importante dans les entreprises en difficulté que dans l'ensemble de l'échantillon (14% contre 8%).

Le niveau d'urbanisation semble jouer un certain rôle dans la performance relative des entreprises peut être parce que dans une région fortement urbanisée, le nombre d'entreprises est plus grand et la concurrence plus intense. La Franche Comté, les Pays de Loire, le Centre, la Basse Normandie, la Bretagne et le Languedoc-Roussillon se distinguent de la moyenne nationale par une proportion plus élevée d'entreprises performantes et une part plus faible d'entreprises en difficulté.

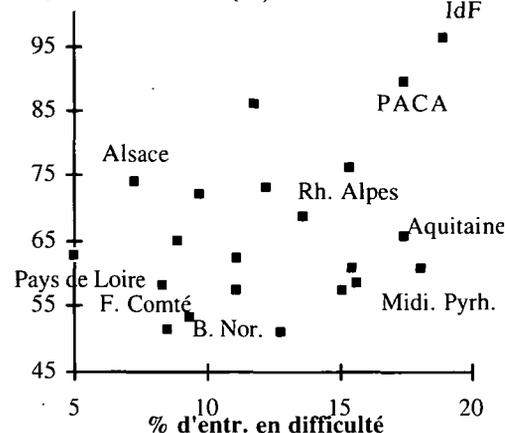
A l'inverse, des régions comme l'Île-de-France, la Région Rhône-Alpes ou la Provence-Alpes-Côte d'Azur, où la concurrence est plus forte, présentent les caractéristiques inverses. Cette liaison n'est cependant pas absolue. La proportion d'entreprises performantes est supérieure à la moyenne dans le Nord Pas de Calais, zone où 86% de la population vit en zone urbaine. A l'inverse, il est particulièrement faible dans le Limousin où cela est seulement le cas de 51% des résidents.

## ENTREPRISES

Taux d'urbanisation(%)



Taux d'urbanisation (%)



NB : Le taux d'urbanisation, calculé d'après les données du recensement de 1990 rapporte la population des unités urbaines (zones bâties en continu de plus de 2 000 habitants identifiées par photographie aérienne) et la population de la région.

### LES ENTREPRISES AUX PERFORMANCES MOYENNES

L'activité est le principal critère de différenciation entre entreprises aux performances moyennes.

- Les entreprises de zone longue représentent 87% de l'effectif de la classe (3) analysé dans le tableau récapitulatif.
- Les entreprises de zone courte, 78% de l'effectif de la classe (4).
- Les entreprises du déménagement, 89% de l'effectif de la classe (6).

Les différences entre les niveaux des marges, des frais financiers et de l'effort d'investissement s'expliquent par les caractéristiques des modes de production et, s'agissant des entreprises de déménagement, par un climat conjoncturel particulièrement maussade.

Les entreprises de zone longue qui ont un mode de production plus capitalistique que leurs homologues de zone courte ont des marges quelquefois plus fortes (le rapport EBE/VAHT dépasse 20% dans le cas de 96% des entreprises contre 83% pour la zone courte). Elles sont un peu plus souvent assez dépendantes de crédit bancaire (le poids des intérêts dépasse 20% de l'EBE pour 86% d'entre elles contre 71% pour la zone courte). Elles investissent un peu plus (le rapport Investissement / VAHT dépasse 20% dans 32% des cas contre 17% pour la zone courte).

L'écart entre les entreprises de zone courte et de déménagement s'explique par des facteurs structurels similaires<sup>2</sup> et la différence de climat conjoncturel.

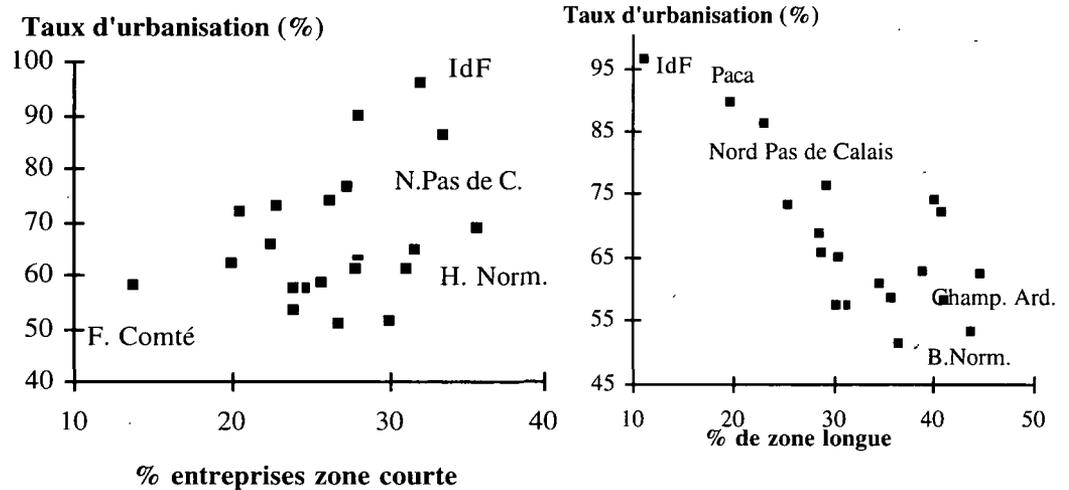
- La marge brute d'exploitation est inférieure à 30% pour 72% des entreprises de déménagement contre 35% des entreprises de zone courte.
- L'effort d'investissement est inférieur à 10% de la VAHT pour 75% des entreprises de déménagement contre 68% des entreprises de zone courte.

<sup>2</sup> Le processus de production du déménagement est plus intensif en main d'œuvre que celui du transport sur zone courte. Ainsi, le rapport effectif / nombre de véhicules moteurs s'élève à 1,9 personne dans le cas du déménagement contre 1,2 dans le cas de la zone courte. Compte-tenu de l'importance du travail intérimaire et à temps partiel dans le déménagement, le même rapport calculé sur les heures de travail révélerait un écart encore plus important.

## ENTREPRISES

- Le niveau élevé de l'endettement pour une part importante des entreprises de déménagement (le ratio Frais financiers / EBE dépasse 55% pour 33% des entreprises, soit trente fois plus que dans le cas de la zone courte) est probablement dû au caractère exceptionnellement médiocre de la conjoncture dans ce secteur depuis 1990.

La localisation des entreprises reflète les différences de niveau d'occupation du territoire. Les entreprises de zone courte représentent une part nettement plus importante des entreprises de transport dans les régions fortement urbanisées comme l'Ile-de-France et la Provence-Côte d'Azur. A l'inverse les entreprises de zone longue prédominent dans les régions où la population est plus clairsemée.



### LES ENTREPRISES N'INVESTISSANT PAS

Les entreprises n'ayant déclaré aucun investissement sont en général petites (86% emploient moins de 20 salariés). La faible taille du parc (le renouvellement impose d'acheter moins d'un véhicule chaque année) explique probablement en partie ce fait. Il est en effet à noter que l'analyse ne fait pas ressortir un recours plus fréquent au crédit bail et à la location vente de cette catégorie d'entreprises.

Ces entreprises présentent un profil assez proche de celui des entreprises individuelles. La faiblesse de l'investissement constitue, en effet une caractéristique de celle-ci (investissement inférieur à 3,5% de la VAHT pour 76% d'entre elles). Par ailleurs, le transport de zone longue, qui n'est assuré que par 39% des entreprises de plus de 5 salariés n'investissant pas, est rarement leur activité principale (19% de la population).

Le taux de marge constitue la principale différence entre ces deux catégories. Élevé pour les entrepreneurs individuels pour qui l'EBE représente la rémunération ((plus de 40% pour 95% des entreprises), il est souvent faible pour les entreprises de plus de 5 salariés n'investissant pas (inférieur à 20% pour 39% des entreprises).

Petites entreprises, exerçant fréquemment une activité de zone courte, les entreprises n'investissant pas sont particulièrement nombreuses dans les régions fortement urbanisées (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur).

## Aperçu méthodologique

L'exploitation des grandes opérations statistiques telles que l'Enquête Annuelle d'Entreprise doit prendre en compte la diversité des situations des unités enquêtées et la nécessité de présenter des résultats suivant une segmentation économiquement significative.

Les méthodes traditionnelles d'analyse n'apportent qu'une réponse partielle à ces impératifs contradictoires. Consistant essentiellement à calculer les totaux des variables enquêtées selon une segmentation fixée à l'avance (ex. taille des entreprises, activités), elles débouchent sur une présentation des résultats économiquement cohérente mais prenant mal en compte la diversité des situations individuelles.

L'analyse factorielle, qui permet de délimiter des classes regroupant des unités ayant un profil similaire, lève en grande partie cette contradiction. Elle apporte, de surcroît, un éclairage intéressant sur les corrélations existant entre les variables.

### **Population analysée**

Les 4 757 entreprises retenues pour l'analyse répondent aux caractéristiques suivantes :

- Entreprises de plus de 5 salariés.
- Activité principale de transport routier de marchandises : transport routier de zone longue (APE 6911) et de zone courte (APE 6912), location de véhicules industriels (APE 6925) et déménagement (APE 6924).
- Durée d'activité d'un an en 1992.

Pour la commodité de l'analyse, l'échantillon a été redressé pour éliminer les effets de l'interrogation par sondage sur les firmes les plus petites. Les résultats sont donc présentés pour une population de 7 925 unités correspondants à l'ensemble des entreprises de plus de 5 salariés des quatre secteurs.

### **Principales étapes**

L'analyse a été conduite en deux étapes :

- Une première vague d'analyse par thèmes (effectifs, parc, résultats financiers, investissements, autres charges et charges externes) regroupant, pour un thème donné, les entreprises en classes aux caractéristiques contrastées.
- Une analyse globale portant sur l'ensemble des thèmes, chaque entreprise étant repérée par ses caractéristiques thématiques et un jeu de variables financières.
- Les résultats de l'analyse globale sont complétées par une exploitation d'un échantillon de 1 018 entreprises individuelles (entreprises n'employant que très peu de salariés), représentatif d'une population de 20.330 unités.

### **Définition des agrégats**

Afin d'éviter les biais causés par les différentes modalités de financement des équipements (recours à l'investissement direct, au crédit bail ou à la location vente), les montants des charges externes correspondantes ont été intégrés dans la valeur ajoutée, l'EBE et, pour une part conventionnelle, aux frais financiers<sup>3</sup>.

# ENTREPRISES

## PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES CLASSES D'ENTREPRISES

Critères	Entreprises individuelles [0]	Entreprises sans investissements [1]	Entreprises en difficulté [2]	Entreprises zone longue moyennes [3]	Entreprises zone courte moyennes [4]	Entreprises performantes [5]	Secteur déménagement [6]	Ensemble (1 à 6)
<b>Nombre d'entreprises</b>	[20330]	629	1101	2249	2200	1228	518	7925
<b>I. Activité</b>	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Zone longue	19	39	51	87	12	56	1	47
Zone courte	65		45	10	78	31	10	40
Location		9	4	3	9	13	0	7
Déménagement		11	0	0	1	0	89	6
<b>II. Effectifs salariés</b>								
0 à 9	100	57		24			42	36
10 à 19		29						34
20 à 49		12		30				22
50 à 100		1	8	8			2	5
100 et plus		1	6	6			0	3
<b>III. Marge brute (EBE/VAHT)</b>								
Moins de 20%		39	57	4,0	17		55	22
20 à 24%			17		18		17	13
25 à 29%				17,0	20	3	10	14
30 à 34%		8	7	25,0	23	8	9	17
35 à 40%			6	25,0			4	15
plus de 40%	95		3	17,0	10	74	5	20
<b>I.V. Intérêts/EBE</b>								
0 à 19%		14	0	14	29	46	11	22
20 à 24%			0	18	19		7	13
25 à 29%	N.D.		1	23		11	5	14
30 à 39%			2	27	22			19
40 à 55%						11		15
plus de 55%		26	73	2	1	2	33	16
<b>V. Effort d'investissement (INV./VAHT)</b>								
0 à 1%	65	99		5	11	6		16
1 à 3,4%	11		29	15		12		17
3,5 à 7,4%					21	10	26	17
7,5 à 9%	6	0		9				8
10 à 20%			16	23	25		14	19
plus de 20%				32	17	44	11	23

☐ : Valeurs inférieures à la moyenne      ☐ : valeurs supérieures à la moyenne